

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 20 mai 1996, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "déterminant les conditions de réintégration comme membre du personnel de carrière du corps opérationnel de la gendarmerie", a donné le 12 juin 1996 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 20 mei 1996 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende vaststelling van de voorwaarden voor heropneming als lid van het beroepspersoneel van het operationeel korps van de rijkswacht", heeft op 12 juni 1996 het volgend advies gegeven :

OBSERVATION GENERALE.

La structure du projet manque de cohérence.

Plutôt que de consacrer un chapitre particulier aux "Conditions générales de réintégration" (chapitre II) et des chapitres distincts à des précisions relatives au contenu de ces conditions (chapitres III, V et VI), mieux vaut réunir dans un même chapitre (chapitre II) toutes ces conditions et précisions, en scindant ce chapitre en quatre sections :

- une section première consacrée à l'énoncé des conditions prévues dans le chapitre II du projet;
- une section 2 consacrée à la manière de servir prise en considération;
- une section 3 consacrée aux qualités morales requises;
- une section 4 consacrée aux aptitudes médicales exigées.

Quant aux chapitres IV et VII, ils devraient former un seul chapitre, le chapitre III, divisé en deux sections, l'une relative à la demande de réintégration, l'autre à la décision de réintégration ou de refus de réintégration.

.../...

OBSERVATIONS PARTICULIERES.Préambule.

A l'alinéa 2, on indiquera la date de signature du protocole n° 30 du comité de négociation du personnel de la gendarmerie, soit le 9 avril 1996.

Dispositif.Article 1er.

Le texte néerlandais de cet article devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Chapitre II.

L'intitulé suivant est proposé :

"CHAPITRE II. - DES CONDITIONS DE LA REINTEGRATION".

Articles 2 et 3.

1. L'article 55, alinéa 2, de la loi du 27 décembre 1973 relative au statut du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie permet aux membres du personnel de carrière qui ont quitté le corps opérationnel de la gendar-

.../...

merie de solliciter leur réintégration dans les cinq ans qui suivent l'obtention de leur démission.

En disposant que ne peuvent prétendre à la réintégration les membres du personnel de carrière dont la démission a été acceptée avant le 1er janvier 1994 et, partant, en limitant le bénéfice de cette mesure aux seuls membres du personnel de carrière dont la démission a été acceptée après cette même date, le Roi ajoute à la loi et méconnaît les limites que l'article 108 de la Constitution assigne à son pouvoir d'exécution des lois.

La disposition figurant sous le 1^o de l'article 2 doit, en conséquence, être omise.

2. Les mots "pour lequel il a été convoqué et", figurant au 4^o de l'article 2 sont superflus et doivent, de l'accord de l'officier délégué, être omis.

3. La disposition figurant sous le 1^o de l'article 3 trouverait plus logiquement sa place sous le chapitre IV du projet (devenant le chapitre III) relatif à l'introduction des demandes.

4. Les articles 2 et 3 du projet ont, l'un et l'autre, pour objet de déterminer les conditions que les anciens membres du personnel de carrière du corps opération-

.../...

nel de la gendarmerie doivent réunir en vue d'obtenir leur réintégration.

Il est, dès lors, plus logique de grouper ces deux articles dans l'article 2 pour lequel, de l'accord de l'officier délégué et compte tenu des observations qui viennent d'être faites, la rédaction suivante est proposée :

"Art. 2. Le candidat à la réintégration doit réunir les conditions suivantes :

- 1° ne pas avoir déjà bénéficié d'une réintégration;
- 2° avoir servi de manière satisfaisante;
- 3° s'être soumis, au moment de sa démission acceptée de la gendarmerie, à un examen médical ayant pour objet exclusif d'établir sa situation médicale à ce moment;
- 4° posséder les qualités morales indispensables à l'état de membre du personnel de la gendarmerie;
- 5° jouir des droits civils et politiques;
- 6° ne pas avoir, depuis sa démission acceptée de la gendarmerie, été condamné, même avec sursis, à une peine d'emprisonnement de six mois ou plus du chef d'une infraction quelconque ou à une peine d'emprisonnement moindre du chef de vol, extorsion, abus de confiance, escroquerie, faux en écritures, attentat à la pudeur, viol ou des infractions prévues par les articles 379 à

.../...

386ter du Code pénal ou par la loi du 24 février 1921 concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, désinfectantes ou antiseptiques;

- 7° ne pas être atteint d'une des causes d'inaptitude médicale visées par l'arrêté royal du 5 novembre 1971 fixant les critères d'aptitude médicale au service militaire des miliciens ainsi qu'au service des autres militaires et du personnel de la gendarmerie, autre que celles qui auraient été constatées lors de l'examen médical visé au 3°;
- 8° pouvoir encore effectuer, entre le moment auquel il désire être réintégré et l'âge donnant droit à la pension, au moins trois années de service complètes".

Article 4 (devenant l'article 3).

A l'alinéa 1er, les mots "par démission acceptée" et "ou s'il doit, par contre, être exclu de la réintégration en application de l'article 2, 3°" sont superflus et doivent, de l'accord de l'officier délégué, être omis.

Le texte suivant est, par ailleurs, proposé :

"Art. 3. Lorsqu'un membre du personnel de carrière de la gendarmerie demande la démission de son emploi, le commandant de la gendarmerie ou l'autorité de celle-ci qu'il désigne, décide, sur la base des données du dossier person-

.../...

nel de l'intéressé, si la manière de servir de celui-ci est satisfaisante.

Cette décision est, avant l'acceptation de la démission, notifiée à l'intéressé qui, à compter de la réception de cette notification, dispose de cinq jours ouvrables pour retirer sa demande de démission".

Article 5 (devenant l'article 4).

Alinéas 1er et 2.

Les mots "Les candidats" doivent, par souci de concordance avec la terminologie utilisée par les articles 1er, 1^o, et 3 du projet, être remplacés par les mots "Le candidat" et la suite du texte adaptée en conséquence.

Alinéa 3.

1. Le texte figurant sous le 1^o doit être complété de manière à préciser que le certificat dont le modèle figure en annexe I est délivré par le bourgmestre de la commune de la résidence de l'intéressé.

2. La disposition qui, au 2^o, prévoit que le candidat à la réintégration doit joindre à sa demande un extrait de son acte de mariage, ne peut être admise, car

.../...

elle est contraire au principe, inscrit à l'article 22 de la Constitution, du respect de la vie privée.

3. Il n'y a pas lieu de prévoir que le certificat délivré par le bourgmestre doit être "revêtu du sceau communal". En effet, l'apposition du sceau de la commune est de règle lors de la délivrance de documents officiels.

Le texte suivant est, dès lors, proposé pour l'alinéa 3 :

"Il joint à sa demande un certificat, établi sur le modèle figurant à l'annexe I, qui lui est délivré par le bourgmestre de la commune de sa résidence".

Article 6 (devenant l'article 5).

Paragraphes 1er et 2.

Le texte suivant est proposé :

"Art. 5. § 1er. Les qualités morales visées à l'article 2, 4°, sont appréciées par le Ministre de l'Intérieur.

§ 2. L'appréciation est portée sur la base d'un avis du commandant de la gendarmerie ou de l'autorité de la gendarmerie que ce dernier désigne.

.../...

Cet avis est donné après enquête destinée à vérifier si le candidat à la réintégration possède les qualités morales indispensables à l'état de membre du personnel de la gendarmerie.

Le procès-verbal de cette enquête est joint à l'avis".

Paragraphe 3.

Le certificat visé à l'article 5, alinéa 3, 1^o, du projet comporte, entre autres mentions, l'indication que le candidat à la réintégration est de bonne conduite, vie et mœurs (1).

Le paragraphe en projet est, partant, dépourvu de toute utilité et doit, de l'accord de l'officier délégué, être omis.

Paragraphe 4 (devenant le paragraphe 3).

1. La commission d'appel en matière de qualités morales à laquelle il est fait référence a été instaurée, non par l'arrêté royal que mentionne l'alinéa 1er en projet, mais par l'article 6, § 3, de la loi du 27 décembre 1973

(1) Cette mention particulière est imposée par le point 3 du certificat figurant en annexe I du projet d'arrêté.

relative au statut du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie.

La rédaction de l'alinéa en projet sera adaptée en conséquence.

Dans le texte néerlandais, il y a lieu d'écrire "beroep instellen" au lieu de "verhaal indienen".

2. Les articles 2 et 9 de l'arrêté royal du 15 octobre 1979, auquel l'alinéa 2 fait référence, ont trait à la composition et au mode de fonctionnement de la commission d'appel en matière de qualités morales des candidats à l'admission à la gendarmerie et des élèves des écoles de gendarmerie, et non à la procédure applicable devant cette commission de recours.

La référence à l'arrêté royal du 15 octobre 1979 mentionné par l'alinéa en projet doit, en conséquence, être limitée aux seuls articles 4 à 8 de cet arrêté.

L'alinéa serait, du reste, indépendamment de l'observation qui précède, mieux rédigé comme suit :

"L'introduction et l'examen des recours visés à l'alinéa 1er s'effectuent, moyennant les adaptations nécessaires, conformément aux articles 4 à 8 de l'arrêté royal du 15 octobre 1979 relatif à la commission d'appel en matière de qualités morales des candidats à l'admission à la gendarmerie et des élèves des écoles de gendarmerie".

.../...

Chapitre VI.

Il est proposé d'intituler le chapitre VI, devenant la section 4 du chapitre II, comme suit :

"Section 4. - Des examens médicaux".

Article 7 (devenant l'article 6).

Paragraphe 1er.

1. Les deux alinéas que comporte le paragraphe en projet ont deux objets bien distincts : le premier traite de l'examen médical que le membre du personnel de carrière du corps opérationnel de la gendarmerie est tenu de subir, en vertu de l'article 2, 4^o du projet, lors de sa démission, alors que le second concerne, lui, l'examen d'aptitude médicale auquel ce même membre est tenu de se soumettre, en vertu de l'article 3, 5^o, lors de sa réintégration.

L'objet propre de ces deux dispositions ressortirait davantage et plus clairement si les deux alinéas considérés formaient deux dispositions distinctes, la première reproduisant l'alinéa 1er de l'article 7 du projet dans un article 6, la seconde reproduisant le second alinéa dudit article 7 sous la forme d'un paragraphe 1er d'un article 7 nouveau composé, outre de ce paragraphe, du paragraphe 2 de l'actuel article 7.

.../...

2. Des explications fournies par l'officier délégué, il ressort que le résultat de l'examen médical subi par le membre du personnel de carrière démissionnaire sera, à sa demande, communiqué à un médecin de son choix lors même de sa démission, et non au moment de sa réintégration.

Les mots "du candidat à la réintégration" doivent, compte tenu de cette précision, être remplacés par les mots "du membre du personnel de carrière démissionnaire".

Dans le texte néerlandais, il y a lieu de remplacer le mot "aangenomen" par le mot "aanvaard". Cette observation vaut pour tout le projet.

3. La référence à l'article 3, 5°, du projet doit être remplacée par la référence à l'article 2, 7°.

Les mots "à l'occasion de la demande de réintégration" figurant à la fin du même alinéa du paragraphe en projet sont superflus et doivent, de l'accord de l'officier délégué, être omis.

Le texte néerlandais de cet alinéa serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

Paragraphe 2.

1. A l'alinéa 1er, les mots "visé au § 1er, alinéa 2" doivent être remplacés par les mots "visé au § 1er".

2. Il y a lieu, conformément à l'usage, de remplacer les mots "doit remplir" par les mots "remplit".

3. La portée exacte et l'étendue de l'obligation de fournir des renseignements qu'instaure la disposition en projet à charge du candidat à la réintégration seraient plus aisément et plus directement perçues si le texte de l'arrêté en projet était complété par une annexe II nouvelle reproduisant exactement le contenu de l'annexe IV de l'arrêté royal du 9 avril 1979 relatif au recrutement et à la formation du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie.

La rédaction de la disposition en projet sera adaptée en conséquence. Les mots "à l'annexe IV de l'arrêté royal du 9 avril 1979 relatif au recrutement et à la formation du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie" seront, à cet effet, remplacés par les mots "à l'annexe II".

Dans le texte néerlandais de l'alinéa 1er, il y a lieu de remplacer les mots "voorafgaand aan" par le mot "vóór".

.../...

4. Le texte néerlandais de l'alinéa 2 serait mieux rédigé ainsi qu'il est suggéré dans la version néerlandaise du présent avis.

5. A l'alinéa 3, les mots "déterminée à l'article 3, 5°" doivent être remplacés par les mots "visée à l'article 2, 7°".

Article 8.

Alinéa 1er.

Il y a lieu de remplacer les mots "visé à l'article 7, § 1er, alinéa 2" par les mots "visé à l'article 7, § 1er,".

Alinéa 2.

Dans le texte néerlandais, il y a lieu d'écrire "binnen tien werkdagen" au lieu de "binnen de tien werkdagen".

La même observation vaut pour l'article 9, § 2.

.../...

Alinéa 3.

Mieux vaudrait remplacer les mots "sous peine d'irrecevabilité" par les mots "sous peine d'irrecevabilité du recours".

Article 9.Paragraphe 1er.

La référence, en termes abrégés, à la commission médicale d'appel visée par la disposition en projet est superflue et doit, dès lors, être omise.

Paragraphe 2.

Le texte néerlandais de l'alinéa 1er devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Les mots "après l'avoir entendu" figurant à l'alinéa 2 du paragraphe en projet seraient plus justement remplacés par les mots "suivant son audition".

Chapitre VII.

L'intitulé de ce chapitre, devenant le chapitre IV, doit s'écrire :

"CHAPITRE IV. - DE LA DECISION SUR LA DEMANDE DE REINTEGRATION".

Article 11.

Les mots "visée à l'article 2, 3°" et les mots "l'article 2, 4°" doivent être respectivement remplacés par les mots "visée à l'article 2, 2°," et les mots "l'article 2, 3°,".

Article 12.

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas les raisons qu'il y aurait de déroger à la règle habituelle relative à l'entrée en vigueur des textes réglementaires.

Annexe.

L'annexe I de l'arrêté en projet appelle les observations suivantes :

1. Dans l'en-tête, on supprimera les mots "à l'arrêté royal du".

.../...

2. L'intitulé de l'annexe doit, pour refléter exactement l'objet qui est le sien, être complété par les mots "comme membre du personnel de carrière de la gendarmerie".

3. L'annexe prévoit, dans sa note préliminaire, que le certificat est refusé par le bourgmestre à la personne "qui a été condamnée, même avec sursis, à une peine d'emprisonnement ..." (1) et à celle qui ne jouit pas de ses droits civils et politiques.

Un tel pouvoir ne peut être conféré au bourgmestre, auquel il ne revient pas de subordonner la délivrance du certificat au respect de telles conditions.

4. Selon l'annexe, le bourgmestre doit fournir un certain nombre d'informations concernant l'intéressé.

Ces informations doivent être en relation avec les conditions qui sont prescrites par l'arrêté en projet pour la réintégration.

Les conditions prescrites aux 2° et 5° sont sans rapport avec ces conditions et doivent donc être omises.

(1) Les mots "de six mois au moins" figurant sous le point a. de la note préliminaire seraient incorrects, eu égard à la proposition de texte suggérée à l'occasion de la quatrième observation formulée sous les articles 2 et 3 du projet; il faudrait lire "de six mois ou plus".

5. Les mots "de bonnes vie et moeurs" figurant sous le point 3 du certificat lui-même doivent être remplacés par les mots "de bonnes conduite, vie et moeurs".

6. Au 7º, il y a lieu d'écrire dans le texte néerlandais "opgelopen heeft" au lieu de "ondergaan heeft"; de même "bepaald bij a." au lieu de "bepaald bij littera a".

Instructions.

Le texte néerlandais du (2) devrait être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

ALGEMENE OPMERKING.

De structuur van het ontwerp vertoont een gebrek aan samenhang.

Veeleer dan een onderscheiden hoofdstuk te wijden aan de "Algemene voorwaarden voor heropneming" (hoofdstuk II) en afzonderlijke hoofdstukken aan nadere bepalingen betreffende de inhoud van die voorwaarden (hoofdstukken III, V en VI), zou het beter zijn in een zelfde hoofdstuk (hoofdstuk II) al die voorwaarden en nadere bepalingen samen te brengen en dat hoofdstuk in vier afdelingen onder te verdelen, te weten :

- een afdeling 1, waarin de voorwaarden gesteld in hoofdstuk II van het ontwerp worden opgesomd;
- een afdeling 2, gewijd aan de in aanmerking genomen wijze van dienen;
- een afdeling 3, gewijd aan de vereiste morele hoedanigheden;
- een afdeling 4, gewijd aan de vereiste medische geschiktheid.

De hoofdstukken IV en VII moeten één enkel hoofdstuk vormen, te weten hoofdstuk III, dat in twee afdelingen moet worden verdeeld, de ene gewijd aan het verzoek tot heropneming, en de andere gewijd aan de beslissing tot heropneming of tot weigering van heropneming.

.../...

BIJZONDERE OPMERKINGEN.Aanhef.

In het tweede lid moet de datum van ondertekening worden vermeld van protocol nr. 30 van het onderhandelingscomité van het rijkswachtpersoneel, te weten 9 april 1996.

Bepalend gedeelte.Artikel 1.

In onderdeel 1^o schrijve men "gegadigde voor heropneming" in plaats van "kandidaat voor heropneming"; deze opmerking geldt voor het gehele ontwerp.

Hoofdstuk II.

Het volgende opschrift wordt voorgesteld :

"HOOFDSTUK II. - VOORWAARDEN VAN DE HEROPNEMING".

Artikelen 2 en 3.

1. Artikel 55, tweede lid, van de wet van 27 december 1973 betreffende het statuut van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht bepaalt dat de

.../...

leden van het beroepspersoneel die het operationeel korps van de rijkswacht verlaten hebben, binnen vijf jaar nadat zij hun ontslag hebben verkregen om hun heropneming kunnen verzoeken.

Door te bepalen dat voor heropneming niet in aanmerking komen de leden van het beroepspersoneel van wie het ontslag aanvaard is vóór 1 januari 1994, en dus door te bepalen dat die maatregel alleen geldt voor de leden van het beroepspersoneel van wie het ontslag na diezelfde datum aanvaard is, geeft de Koning een ruimere strekking aan de wet en gaat hij de grenzen te buiten die artikel 108 van de Grondwet bepaalt ten aanzien van zijn bevoegdheid om wetten uit te voeren.

Het bepaalde in artikel 2, 1º, moet derhalve vervallen.

2. De gemachtigde officier is het ermee eens dat de woorden "waarvoor hij was opgeroepen en" in artikel 2, 4º, als overbodig moeten vervallen.

3. Het zou logischer zijn het bepaalde in artikel 3, 1º, op te nemen in hoofdstuk IV van het ontwerp (dat hoofdstuk III wordt), dat handelt over de indiening van de verzoeken.

.../...

4. De artikelen 2 en 3 van het ontwerp beogen beide de voorwaarden te bepalen waaraan de gewezen leden van het beroepspersoneel van het operationeel korps van de rijkswacht moeten voldoen om hun heropneming te verkrijgen.

Het is bijgevolg logischer die twee artikelen samen te voegen in artikel 2, waarvoor na overleg met de gemachtigde officier en gelet op de vorenstaande opmerkingen de volgende lezing wordt voorgesteld :

"Art. 2. De gegadigde voor heropneming moet aan de volgende voorwaarden voldoen :

- 1° niet reeds een heropneming genoten hebben;
- 2° voldoening geschonken hebben in de wijze van dienen;
- 3° op het ogenblik van zijn aanvaarde ontslag uit de rijkswacht een medisch onderzoek ondergaan hebben dat uitsluitend tot doel heeft zijn medische toestand op dat ogenblik vast te stellen;
- 4° de morele hoedanigheden bezitten die onontbeerlijk zijn voor de staat van personeelslid van de rijkswacht;
- 5° de burgerlijke en politieke rechten genieten;
- 6° sedert het aanvaarde ontslag uit de rijkswacht niet veroordeeld zijn, zelfs met uitstel, tot een gevangenisstraf van zes maanden of meer wegens enig strafbaar feit, of tot een lagere gevangenisstraf wegens diefstal, afpersing, misbruik van vertrouwen,

.../...

oplichting, valsheid in geschriften, aanranding van de eerbaarheid, verkrachting of wegens de strafbare feiten omschreven in de artikelen 379 tot 386ter van het Strafwetboek of in de wet van 24 februari 1921 betreffende het verhandelen van de giftstoffen, slaapmiddelen en verdovende middelen, ontsmettingsstoffen en antiseptica;

- 7° niet het voorwerp zijn van één van de gronden van medische ongeschiktheid bedoeld in het koninklijk besluit van 5 november 1971 tot vaststelling van de keuringscriteria inzake medische geschiktheid voor de militaire dienst van de dienstplichtigen evenals voor de dienst van de andere militairen en van het personeel van de rijkswacht, andere dan die welke zouden zijn gebleken tijdens het medisch onderzoek waarvan sprake is in 3°;
- 8° tussen het tijdstip waarop hij wenst te worden heropgenomen en de pensioengerechtigde leeftijd nog ten minste drie volledige dienstjaren kunnen vervullen".

Artikel 4 (dat artikel 3 wordt).

In het eerste lid zijn de woorden "door aangenomen ontslag" en "dan wel of hij met toepassing van artikel 2, 3° uitgesloten wordt van heropneming" overbodig; de gemachtigde officier is het ermee eens dat ze vervallen.

Voorts wordt de volgende tekst voorgesteld :

.../...

"Art. 3. Wanneer een lid van het beroepspersoneel van de rijkswacht verzoekt uit zijn ambt te worden ontslagen, beslist de commandant van de rijkswacht of de door hem aangewezen rijkswachtoverheid op grond van de gegevens uit het persoonlijke dossier van betrokkene of diens wijze van dienen voldoening schenkt.

Die beslissing wordt vóór de aanvaarding van het ontslag aan de betrokkene ter kennis gebracht, die te rekenen van die kennisgeving over vijf werkdagen beschikt om zijn verzoek tot ontslag in te trekken".

Artikel 5 (dat artikel 4 wordt).

Eerste en tweede lid.

Teneinde overeenstemming tot stand te brengen met de terminologie die wordt gebruikt in de artikelen 1, 1°, en 3 van het ontwerp, moeten de woorden "De kandidaten" vervangen worden door de woorden "De gegadigde" en moet het vervolg dienovereenkomstig worden aangepast.

Derde lid.

1. Het bepaalde in onderdeel 1° moet worden aangevuld, waarbij wordt gepreciseerd dat het getuigschrift waarvan het model in bijlage I gaat, afgegeven wordt door de burgemeester van de gemeente waar de betrokkene verblijft.

.../...

2. Het bepaalde in onderdeel 2°, naar luid waarvan de gegadigde voor heropneming bij zijn verzoek een uittreksel uit zijn huwelijksakte moet voegen, is onaanvaardbaar daar het in strijd is met het beginsel van eerbiediging van de persoonlijke levenssfeer opgenomen in artikel 22 van de Grondwet.

3. Er is geen grond om voor te schrijven dat op het door de burgemeester afgegeven getuigschrift "het zegel van de gemeente" moet voorkomen. Bij de afgifte van officiële stukken is het immers de regel om het zegel van de gemeente aan te brengen.

Voor het derde lid wordt bijgevolg de volgende tekst voorgesteld :

"Hij voegt bij zijn verzoek een getuigschrift, opgemaakt volgens het model in bijlage I, dat wordt afgegeven door de burgemeester van de gemeente waar hij verblijft".

Artikel 6 (dat artikel 5 wordt).

Paragrafen 1 en 2.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

.../...

"Art. 5. § 1. De morele hoedanigheden bedoeld in artikel 2, 4°, worden beoordeeld door de Minister van Binnenlandse Zaken.

§ 2. De beoordeling geschiedt op basis van het advies van de commandant van de rijkswacht of van de door hem aangewezen rijkswachtoverheid.

Dit advies wordt verstrekt na een onderzoek waarbij wordt nagegaan of de gegadigde voor heropneming de morele hoedanigheden bezit die onontbeerlijk zijn voor de staat van personeelslid van de rijkswacht.

Het proces-verbaal van het onderzoek wordt bij het advies gevoegd".

Paragraaf 3.

Het getuigschrift bedoeld in artikel 5, derde lid, 1°, van het ontwerp bevat, naast andere vermeldingen, de vermelding dat de gegadigde voor heropneming van goed zedelijk gedrag is (1).

De ontworpen paragraaf is bijgevolg nutteloos en de gemachtigde officier is het ermee eens dat hij moet vervallen.

(1) Deze bijzondere vermelding wordt opgelegd in punt 3 van het getuigschrift dat als bijlage I bij het ontwerp-besluit is gevoegd.

Paragraaf 4 (die paragraaf 3 wordt).

1. De commissie van beroep inzake morele hoedanigheden waarnaar wordt verwezen, is niet ingesteld bij het koninklijk besluit dat in het ontworpen eerste lid wordt vermeld, maar bij artikel 6, § 3, van de wet van 27 december 1973 betreffende het statuut van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht.

De redactie van het ontworpen lid moet dienovereenkomstig worden aangepast.

Bovendien schrijve men "beroep instellen" in plaats van "verhaal indienen".

2. De artikelen 2 en 9 van het koninklijk besluit van 15 oktober 1979, waarnaar het tweede lid verwijst, hebben betrekking op de samenstelling en de werkwijze van de commissie van beroep inzake morele hoedanigheden van de kandidaten voor toelating tot de rijkswacht en van de leerlingen van de scholen van de rijkswacht, en niet op de procedure die van toepassing is ten overstaan van deze commissie van beroep.

De verwijzing naar het koninklijk besluit van 15 oktober 1979, vermeld in het ontworpen lid, moet bijgevolg worden beperkt tot de artikelen 4 tot 8 van dat besluit.

.../...

Afgezien van de voorgaande opmerking, zou het lid overigens beter als volgt worden gesteld :

"Het instellen en de behandeling van de beroepen bedoeld in het eerste lid, geschiedt, met de nodige aanpassingen, overeenkomstig de artikelen 4 tot 8 van het koninklijk besluit van 15 oktober 1979 betreffende de commissie van beroep inzake morele hoedanigheden van de kandidaten voor toelating tot de rijkswacht en van de leerlingen van de scholen van de rijkswacht".

Hoofdstuk VI.

Voorgesteld wordt hoofdstuk VI, dat afdeling 4 van hoofdstuk II wordt, het volgende opschrift te geven :

"Afdeling 4. - Medische onderzoeken".

Artikel 7 (dat artikel 6 wordt).

Paragraaf 1.

1. De twee leden die de ontworpen paragraaf bevat hebben twee goed onderscheiden onderwerpen : het eerste lid heeft betrekking op het medisch onderzoek dat het lid van het beroepspersoneel van het operationeel korps van de rijkswacht, krachtens artikel 2, 4°, van het ontwerp, moet ondergaan bij zijn ontslag, terwijl het tweede betrekking heeft op het onderzoek naar de medische geschiktheid dat

.../...

ditzelfde lid krachtens artikel 3, 5°, moet ondergaan bij zijn heropneming.

Het eigen onderwerp van die twee bepalingen zou beter en duidelijker tot uiting komen als de twee beschouwde leden twee afzonderlijke bepalingen vormden, waarbij de ene het eerste lid van artikel 7 van het ontwerp weer zou geven in een artikel 6 en de tweede het tweede lid van het genoemde artikel 7 zou weergeven in de vorm van een paragraaf 1 van een nieuw artikel 7 dat samengesteld zou zijn uit die paragraaf en uit paragraaf 2 van het huidige artikel 7.

2. Uit de door de gemachtigde officier verstrekte uitleg blijkt dat het resultaat van het medisch onderzoek dat het ontslagnemende lid van het beroepspersoneel heeft ondergaan, op diens verzoek wordt meegedeeld aan een arts van zijn keuze bij zijn ontslag en niet op het tijdstip van zijn heropneming.

Gelet op die toelichting moeten de woorden "van de kandidaat voor heropneming" vervangen worden door de woorden "van het ontslagnemend lid van het beroepspersoneel".

Het woord "aangenomen" dient bovendien vervangen te worden door het woord "aanvaard". Deze opmerking geldt voor geheel het ontwerp.

.../...

3. De verwijzing naar artikel 3, 5°, van het ontwerp moet vervangen worden door de verwijzing naar artikel 2, 7°.

De woorden "naar aanleiding van het verzoek tot heropneming" aan het einde van hetzelfde lid van de ontworpen paragraaf, zijn overbodig en de gemachtigde officier is het ermee eens dat zij moeten vervallen.

Het lid zou dan beter als volgt worden geredigeerd :

"Het onderzoek naar de medische geschiktheid bedoeld in artikel 2, 7°, geschiedt op verzoek van de commandant van de rijkswacht of de rijkswachtoverheid die hij aanwijst".

Paragraaf 2.

1. In het eerste lid dienen de woorden "bedoeld in § 1, tweede lid" vervangen te worden door de woorden "bedoeld in § 1".

2. Zoals gebruikelijk is dienen de woorden "moet ... invullen" vervangen te worden door de woorden "vult ... in".

.../...

3. De juiste strekking en de omvang van de verplichting om inlichtingen te verstrekken die de ontworpen bepaling invoert voor de gegadigde voor heropneming, zouden duidelijker en vlugger tot uiting komen indien de tekst van het ontworpen besluit werd aangevuld met een nieuwe bijlage II, waarin nauwkeurig de inhoud wordt overgenomen van bijlage IV bij het koninklijk besluit van 9 april 1979 betreffende de werving en vorming van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht.

De redactie van de ontworpen bepaling moet dienovereenkomstig worden aangepast. De woorden "als bijlage IV bij het koninklijk besluit van 9 april 1979 betreffende de werving en de vorming van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht" dienen daartoe vervangen te worden door de woorden "in bijlage II".

In het eerste lid zou het bovendien beter zijn de woorden "voorafgaan aan" te vervangen door het woord "vóór".

4. Het tweede lid zou beter als volgt worden gesteld :

"Deze vragenlijst heeft betrekking op de medische toestand zoals die zich heeft ontwikkeld sedert het aanvaarde ontslag".

.../...

5. In het derde lid dienen de woorden "bepaald bij artikel 3, 5°" vervangen te worden door de woorden "bedoeld in artikel 2, 7°".

Artikel 8.

Eerste lid.

De woorden "Het in artikel 7, § 1, tweede lid, bedoelde onderzoek van", dienen vervangen te worden door de woorden "Het in artikel 7, § 1, bedoelde onderzoek naar".

Tweede lid.

Men schrijve "binnen tien werkdagen" en niet "binnen de tien werkdagen". Deze opmerking geldt tevens voor artikel 9, § 2.

Derde lid.

Het zou beter zijn de woorden "op straffe van niet-ontvankelijkheid" te vervangen door de woorden "op straffe van niet-ontvankelijkheid van het beroep".

.../...

Artikel 9.

Paragraaf 1.

De verwijzing, in de vorm van een afkorting, naar de medische commissie van hoger beroep, genoemd in de ontworpen bepaling, dient als overbodig te vervallen.

Paragraaf 2.

In het eerste lid schrijve men "zich laten bijstaan" en niet "zich doen bijstaan", alsook "een of meer" in plaats van "een of meerdere".

De woorden "nadat zij hem heeft gehoord", in het tweede lid van de ontworpen paragraaf, zouden beter vervangen worden door de woorden "na zijn verhoor".

Hoofdstuk VII.

Het opschrift van dit hoofdstuk, dat hoofdstuk IV wordt, moet als volgt luiden :

"HOOFDSTUK IV. - BESLISSING OVER HET VERZOEK TOT
HEROPNEMING".

.../...

Artikel 11.

De woorden "bedoeld in artikel 2, 3°" en de woorden "artikel 2, 4°" moeten respectievelijk vervangen worden door de woorden "bedoeld in artikel 2, 2°" en de woorden "artikel 2, 3°".

Artikel 12.

Het is de Raad van State niet duidelijk waarom wordt afgeweken van de gewone regel inzake de inwerking-treding van de verordeningsteksten.

Bijlage.

Bij bijlage I bij het ontworpen besluit behoren de volgende opmerkingen te worden gemaakt :

1. In de kop dienen de woorden "bij het koninklijk besluit van" te worden geschrapt.

2. Om het onderwerp van de bijlage nauwkeurig weer te geven, dient het opschrift ervan te worden aangevuld met de woorden "als lid van het beroepspersoneel van de rijks-wacht".

.../...

3. De bijlage bepaalt in haar voorafgaande nota dat het getuigschrift door de burgemeester wordt geweigerd aan de persoon "die ... zelfs met uitstel, veroordeeld werd tot een gevangenisstraf ..." (1) en aan de persoon die geen burgerlijke en politieke rechten geniet.

Zulk een bevoegdheid mag niet worden verleend aan de burgemeester, wie het niet toekomt de afgifte van het getuigschrift afhankelijk te stellen van de inachtneming van zulke voorwaarden.

4. Volgens de bijlage moet de burgemeester een bepaald aantal inlichtingen verstrekken over de betrokkene.

Deze inlichtingen moeten in verband staan met de voorwaarden die bij het ontworpen besluit opgelegd worden voor de heropneming.

De in onderdeel 2° en 5° opgelegde voorwaarden houden geen verband met die voorwaarden en moeten dus vervallen.

(1) De woorden "van ten minste zes maanden" onder punt a. van de voorafgaande nota zouden onjuist zijn, gelet op het tekstvoorstel dat is gedaan naar aanleiding van de vierde opmerking die is gemaakt onder de artikelen 2 en 3 van het ontwerp; men leze "van zes maanden of meer".

5. In de Franse tekst dienen de woorden "de bonnes vie et moeurs", die voorkomen in punt 3 van het getuigschrift zelf, vervangen te worden door de woorden "de bonnes conduite, vie et moeurs".

6. In onderdeel 7º schrijve men "opgelopen heeft" in plaats van "ondergaan heeft", alsook "bepaald bij a." in plaats van "bepaald bij littera a".

Onderrichtingen.

Onder (2) schrijve men : "Als verblijfplaats wordt niet beschouwd het tijdelijk verblijf op een plaats om beroepsredenen of voor studiedoeleinden.

La chambre était composée de :

Messieurs C.-L. CLOSSET,
de Heren

C. WETTINCK,
P. LIENARDY,

F. DELPEREE,

J.-M. FAVRESSE,

Madame M. PROOST,
Mevrouw

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. LIENARDY.

Le rapport a été présenté par M. M. PAUL, auditeur adjoint. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. B. CUVELIER, référendaire adjoint.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

M. PROOST.

De kamer was samengesteld uit :

président de chambre,
kamervoorzitter,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

greffier,
griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIENARDY.

Het verslag werd uitgebracht door de H. M. PAUL, adjunct-auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. B. CUVELIER, adjunct-referendaris.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

C.-L. CLOSSET.